REVUE FRANÇAISE DE PÉDAGOGIE

Revue française de pédagogie
Recherches en éducation

164 | juillet-septembre 2008
Évaluation des politiques éducatives et comparaisons internationales

CHARLIER Jean-Émile et MOENS Frédéric (dir.). *Observer, décrire, interpréter : un état des méthodes en sciences sociales*

Lyon : INRP, 2006. – 239 p.

André D. Robert

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rfp/2003
DOI : 10.4000/rfp.2003
ISSN : 2105-2913

Éditeur
ENS Éditions

Édition imprimée
Date de publication : 1 juillet 2008
Pagination : 161-164
ISBN : 978-2-7342-1136-5
ISSN : 0556-7807

Référence électronique
André D. Robert, « CHARLIER Jean-Émile et MOENS Frédéric (dir.). *Observer, décrire, interpréter : un état des méthodes en sciences sociales* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 164 | juillet-septembre 2008, mis en ligne le 14 octobre 2010, consulté le 23 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/rfp/2003 ; DOI : https://doi.org/10.4000/rfp.2003

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© tous droits réservés

CHARLIER Jean-Émile et MOENS Frédéric (dir.). *Observer, décrire, interpréter : un état des méthodes en sciences sociales*

Lyon : INRP, 2006. – 239 p.

André D. Robert

RÉFÉRENCE

CHARLIER Jean-Émile et MOENS Frédéric (dir.). *Observer, décrire, interpréter : un état des méthodes en sciences sociales.* Lyon : INRP, 2006. – 239 p.

1 L'ouvrage collectif que dirigent Jean-Émile Charlier et Frédéric Moens, publié par l'INRP dans la collection Éducation, Politiques, Sociétés sous le titre *Observer, décrire, interpréter*, relève – et fort à propos – de la méthodologie plutôt que de la méthode, comme le soulignent les deux auteurs dans leur introduction, là où ces termes sont souvent confondus dans l'ordinaire de nos usages, le premier étant généralement préféré au second (à tort quand il s'agit de simple enseignement de techniques) sans doute parce que sonnant plus sophistiqué. On y trouvera donc, dans la majorité des treize contributions, à la faveur d'exemples tirés de « terrains » , l'accent porté sur la réflexion et les interrogations épistémologiques qu'inspirent aux chercheurs qui les mettent diversement en œuvre (en économie, anthropologie, sciences politiques, sociologie) les opérations d'observation, de description et d'interprétation, plus généralement de recherche, plutôt que sur l'exposé dogmatique d'une démarche canonique ou sur les détails de telle ou telle technique prétendue universalisable. Le paradoxe (au moins apparent) provient du fait que le livre est issu d'un colloque tenu en hommage à Raymond Quivy, à l'occasion de son éméritat, auteur avec Luc Van Campenhoudt du célèbre *Manuel de recherche en sciences sociales*, devenu, en raison de

son succès universitaire et de sa transformation en vulgate, le contre-exemple même de ce que le présent ouvrage entend promouvoir. Les initiateurs du colloque en ont conscience, qui prennent soin, dans leur propos liminaire, d'indiquer la participation active de R. Quivy et d'insister sur la distance critique que lui-même et son co-auteur ont voulu établir par rapport à une approche prescriptive, positiviste, fondée sur la réification d'une démarche liée à une conception du dévoilement de la réalité sociale. Nous souvenant que Quivy et Van Campenhoudt ont effectivement signalé la nécessaire « réinvention » de la méthode à l'occasion de chaque recherche, nous faisons volontiers ce crédit à J.-E. Charlier et F. Moens, en soulignant en même temps que le risque est grand, et d'avance connu, d'encourir le reproche précédemment dénié, pour tout auteur de manuel, de méthode ou de *vademecum* à prétention transversale.

2 En raison du projet central de ce livre collectif (interroger le sens et la portée des pratiques méthodiques des chercheurs en sciences sociales dans leur volonté de construire un récit crédible apportant plus de cohérence et d'intelligibilité au désordre sous lequel apparaît ce qu'on appelle réalité sociale), il ne semble pas impertinent d'en commencer le compte rendu – qui sera loin d'être exhaustif – en partant de la contribution d'André Nyamba, à la fois la plus longue et placée en position médiane : « Une parenthèse "nègre" de la méthode en sciences sociales ». En effet le professeur chercheur de l'université d'Ouagadougou aborde quasi naturellement la question tout à fait décisive de la validité universelle des étapes de la recherche enseignées en Occident, dans les universités et souvent à l'aide de manuels. S'appuyant sur des exemples concrets d'échecs rencontrés par certains de ses étudiants africains dans l'administration trop peu critique de méthodes d'enquête apprises auprès de lui (et aux meilleures sources occidentales), A. Nyamba explique leur inadéquation par une signification radicalement autre du fait social dans la tradition africaine. Celui-ci relève fondamentalement d'un dire, d'une parole (à la fois récit, explication, compréhension, pensée, expression d'une vérité) qui en est le souffle et le révèle, en prenant son ancrage dans une histoire dotée de son dynamisme propre, elle-même oralisée de part en part. En conséquence, le découpage en moments consacrés à l'observation puis à la description, aux entretiens conçus dans leur forme directive ou semi-directive classique, ne saurait nullement convenir, tant l'essentiel réside dans ce qui est seul susceptible de faire advenir chez l'interlocuteur cette parole porteuse du fait social, *i.e.* l'établissement par l'enquêteur d'une relation de communication véritable avec lui, ayant les contours d'une rencontre unique, et où les codes issus de la tradition sont respectés. Autrement dit, outre le fait que cette conception indigène du fait social tend à justifier le point de vue constructiviste (voire peut-être plus précisément ethnométhodologique – ce qui n'est pas dit et mériterait d'être discuté théoriquement mais dépassait les limites assignées à la contribution), l'accent est mis sur l'importance d'une relation à égalité entre enquêté et enquêteur, participant ainsi tous deux au montage du fait social – objet de l'enquête – et à son interprétation concomitante, le premier par l'expression d'une parole la moins contrainte possible, le second par son implication dans le déclenchement, le déroulement et la co-interprétation de cette parole. Cette analyse pourrait n'avoir qu'un intérêt informatif ou exotique ("nègre") pour les chercheurs occidentaux si elle ne venait leur poser de manière tout à fait appropriée la question : « Si une telle rencontre est possible sur les terrains africains, pourquoi ne le serait-elle pas sur des terrains occidentaux ? ». Possible et sans doute de plus en plus nécessaire, à divers titres et avec diverses conséquences.

3 C'est ce que nous convient à apprécier successivement Gérald Gallet et Catherine Neveu, l'un en examinant les conditions de la rencontre réussie entre chercheurs et militants d'organisations protestataires, l'autre en questionnant l'accès au terrain du chercheur et l'anonymat des « informateurs » dans le travail anthropologique. Il n'est pas rare en effet que les conditions mises par une organisation ou un réseau quelconque à autoriser l'observation du chercheur consistent en une demande de contribution « scientifique » patentée, et peut-être ainsi contrôlée, lui donnant *ipso facto* le caractère d'observation participante mais en un sens particulier (où la maîtrise de la situation peut finir par échapper au chercheur) ; si par ailleurs les acteurs de tel ou tel réseau revendiquent une haute conscience de leur rôle singulier, la sacro-sainte règle de l'anonymat peut être appelée à tomber. En fonction de la nature des terrains, C. Neveu nous invite ainsi, non à nous en libérer systématiquement, mais à redoubler de vigilance dans le maniement des préceptes appris dans toutes les « bonnes » méthodes (« déprise méthodologique »), de même qu'à opérer une réévaluation critique des catégories habituelles d'analyse de l'action collective s'inscrivant dans l'espace public, en travaillant avec les acteurs-partenaires, à l'idée d'une production partagée de la recherche. Dans le même esprit, G. Gallet se demande si le chercheur n'est pas conduit à s'identifier au militant aux fins de mieux comprendre les ressorts de l'action de ce dernier (y compris lorsqu'il y a prise de risque physique lors de manifestations plus ou moins violentes), et si inversement le militant, acceptant de prendre du recul, ne peut s'assimiler au meilleur connaisseur de la réalité à laquelle il participe, d'où cette question qui peut passer pour incongrue au regard de conceptions traditionnelles de la recherche[1] : « Aux frontières du "chercheur militant" ? ». Ne sauraient être niés les risques de brouillage des rôles encourus, le questionnement induit sur la netteté de la position du chercheur (sur quoi, au détour de l'analyse serrée qu'il fait de la notion de « compréhension » chez Max Weber, C.-H. Cuin attire plus loin l'attention) et les effets en retour sur l'enquête ; mais en même temps ne peuvent être passés sous silence les bénéfices, à certaines conditions, d'une communication réelle – voire sympathique ou amicale – avec le milieu enquêté, qui fait bouger les lignes. À certaines conditions, là est bien le point, dans la mesure où une interprétation extensive à l'excès de ces propos pourrait conduire à un ralliement au « tout est bon » ultra-relativiste d'un Feyerabend[2] et à un aplatissement généralisé des rôles ; l'enjeu de ces contributions et de l'ouvrage en général consiste bien dans une réflexion sur ces conditions de production de la, d'une ou de vérité(s) en sciences sociales.

4 Les contributeurs sont nécessairement amenés à prendre un parti en cette matière épistémologique fondamentale (que faut-il entendre par vérité scientifique en sciences humaines, et que vaut-elle ?). Ils le font plus ou moins explicitement, chacun avec son horizon disciplinaire et son référentiel philosophique propre (nous ne pouvons les citer tous ni rendre compte de tous les articles). Dans ce qui est leur contribution proprement dite, J.-E. Charlier et F. Moens se prononcent pour une conception interventionniste de la recherche en sciences sociales, comme plusieurs participants, quoique chacun de façon particulière, tel Philippe Scieur dont « l'intervention » est devenue presque le métier, aux limites – qui se veulent contrôlées et dominées – de la consultance (« Une approche socio-anthropologique de l'entreprise. Les principes d'une méthode d'intervention »). Bien que la référence n'y soit pas, on pourrait penser à la fameuse formule de Marx qui fit les beaux jours de tout un pan du monde universitaire et intellectuel il n'y a pas si longtemps : « Jusqu'à présent les philosophes n'ont fait

qu'interpréter le monde, il s'agit maintenant de le transformer ». Aujourd'hui c'est cependant d'autres sphères que proviennent les incitations à concevoir de la sorte l'activité de recherche[3]. Quoi qu'il en soit, le point de vue développé par les deux auteurs est plus subtil ; lorsqu'ils parlent « d'efficacité » de la méthode sociologique, ils rapportent d'abord celle-ci à l'augmentation de savoir et d'intelligibilité du monde qu'elle permet, ce qui ne saurait être contesté. Mais « efficacité » renvoie aussi dans leur esprit à la « forme des actions sur le monde que permet ou facilite le schéma de compréhension », ce qui interroge sur le statut du chercheur et celui de sa parole dans la société : est-ce que le discours tenu au nom de la science confère, ou doit conférer (selon la conception du philosophe-roi), une position privilégiée ? Que vaut réellement une connaissance scientifique, toujours institutionnellement dépendante, relativement à d'autres types de discours ? etc. Ces questions ne sont cependant pas posées non plus que n'est entamé un débat, en l'occurrence nécessaire, avec les conceptions de Bruno Latour notamment. Une fois rappelées à juste titre l'emprise du social dans l'interprétation scientifique de la réalité selon la manière même dont celle-ci a été interrogée (incitation à pluraliser les approches de l'objet, en le sachant néanmoins inépuisable) et l'incidence en retour de cette interprétation sur le social, aspects de toute recherche qui soulignent qu'elle ne constitue jamais, malgré ses efforts de complétion, qu'un point de vue sur le monde, advient donc le problème de « l'intervention » de la connaissance sociologique. J.-E. Charlier et F. Moens la revendiquent, mais en l'assortissant d'un principe d'incertitude, lié au caractère nécessairement partiel et approché des interprétations produites. À sa manière originale, conclusive de l'ouvrage, donc peu ou prou surplombante, Claude Javeau reprend la question en dessinant son paysage de la sociologie aujourd'hui, « entre le syndrome du scribe accroupi [*sociologie caméraliste de réponse à des commandes*] et celui de la première gorgée de bière [*sociologie des micro-objets de la vie quotidienne*] », se prononçant pour le retour d'une sociologie véritablement critique, par le fait même influente. Et de s'interroger, à très juste titre, sur la nature des médiations pertinentes, susceptibles de rendre cette influence de la connaissance élaborée par les sciences sociales sensible à la société d'où elle provient. Nous sommes, dans le cas de ces deux articles qui se font opportunément écho, loin du mécanisme de positions rapidement évoquées ci-dessus (prétendue utilité non « médiée » de la science), et au plus près du vrai travail de clarification épistémologique et méthodologique, dont la fonction est de faire débat.

5 À ce débat apportent entre autres leur pierre Gilles Ferréol, Nathalie Zaccaï-Reyners, Charles-Henry Cuin, en s'appuyant notamment sur des lectures de Dilthey, Weber, Taylor. Synthétisons brièvement le champ de l'échange en le circonscrivant autour du moment « interpréter », et de la question de l'herméneutique, que d'aucuns prétendent constituer une voie royale sinon unique de l'accès au sens. Si l'on postule avec Dilthey qu'une herméneutique « naturelle » est à la source des significations partagées par les hommes et donc de leur socialisation, on est conduit à privilégier – comme le fait N. Zaccaï-Reyners – la construction d'une herméneutique scientifique pour s'approprier la diversité des significations déposées dans les œuvres, les institutions et les interactions humaines, ce qui suppose de se doter de moyens techniques adaptés, et pose aussi la question de l'enveloppement du chercheur dans l'acte même de production des données (on y revient). Là où C.-H. Cuin est amené à dénoncer une certaine « obsession compréhensive » dont il montre que, chez Weber, elle n'a pas le caractère d'un « compréhensivisme » qui n'en est que la caricature, G. Ferréol – en

référence à sa très grande connaissance des courants sociologiques – dialectise la relation entre l'explication et la compréhension comme « moments d'un seul et même processus » : l'interprétation. Si l'on peut certes poser que l'herméneutique représente une « possibilité authentique de connaître le plus originel » et de répondre aux exigences de scientificité en sciences humaines et sociales, cela ne saurait s'opérer par exclusion des procédures d'objectivation ressortissant à l'explication, dussent-elles être renouvelées. Ainsi paradigme herméneutique et normes de scientificité ne s'opposent pas (d'où la notion d'une « herméneutique de la raison »), non plus que quantitatif et qualitatif ne sont incompatibles dans la même recherche pour peu que soient pensées et élaborées les conditions de leur collaboration (voir à cet égard la contribution de Nathalie Burnay). Ce programme herméneutique, revisité à l'aune de la dialectique explication/compréhension, entraîne des conséquences, comme celle de (re)construire pas à pas la méthode au gré de chaque type d'objet de recherche, et de « faire preuve d'une très grande prudence au niveau des méthodes et des instruments utilisés, afin d'approcher le mieux possible les différentes modalités à partir desquelles se révèle et se précise de plus en plus une figure originale de scientificité » (G. Ferréol).

6 Nous avons reconstruit un parcours partiel dans ce livre riche, foisonnant, divers, parfois divergent. De ce fait nous n'avons pas – dans les limites imparties – rendu compte ni de toutes les contributions ni de tous les aspects de celles que nous avons citées, non pas que les quelques-unes qui ne sont pas mentionnées ici ne présentent pas d'intérêt, mais parce qu'elles ne s'intégraient pas en termes aussi explicites à la ligne de restitution choisie. On touche ainsi à la force et à la limite de ce livre collectif, issu d'un colloque (il en va souvent ainsi en pareil cas). L'ouvrage ne se lit pas dans l'ordre (celui proposé par les deux directeurs n'étant pas nécessairement le plus convaincant) ; le lecteur est amené à y butiner son miel épistémologique à la façon de Montaigne, au gré des titres d'articles et des auteurs, de sa propre discipline de base, de ses préoccupations méthodologiques les plus immédiates (on relèvera au passage la qualité de la bibliographie générale). Ce qui en fait la limite d'un certain point de vue (on y est renvoyé plus à un principe d'incertitude qu'à « ce point fixe et assuré dans les sciences » auquel peut aspirer l'apprenti chercheur) en constitue d'un autre point de vue la force et la richesse par l'intensité et la qualité du débat qui s'y déploie (cette incertitude renvoyant à une obligation d'inventivité située au cœur des épistémologies contemporaines, a fortiori en sciences humaines et sociales). Pour boucler la boucle, en revenant aux remarques liminaires, disons qu'il est nécessaire d'avoir préalablement intériorisé une ou des méthode(s), fussent-elles critiquables (elles le sont toutes), et les avoir éprouvées sur les terrains pour apprécier tout le suc de ce livre.

NOTES

1. On en trouvera trace dans la synthèse écrite par Antoine Prost à l'issue d'un débat tenu autour de cette question lors du colloque *Archives de la FEN* réunissant L. Frajerman, J. Girault, R. Mouriaux, A. Prost, A.-D. Robert (CNAMT Roubaix, mai 2006) : L. Frajerman (coord.), Presses du Septentrion (à paraître).

2. Feyerabend P. (1979). *Contre la méthode : Esquisse d'une théorie anarchiste de la connaissance.* Paris : Seuil.

3. Rapports de la Communauté européenne. Voir par exemple : *Towards more knowledge-based policy and practice in education and training*, Commission of the European communities, 2007.

AUTEURS

ANDRÉ D. ROBERT

UMR Éducation et Politiques
Université Lyon 2/INRP